

**Arrêté du Gouvernement de la Communauté française  
modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté  
française du 8 novembre 2023 portant nomination des  
membres de la Chambre de recours de l'enseignement officiel  
subventionné du niveau secondaire ordinaire et spécial**

**A.Gt. 12-03-2025**

**M.B. 28-03-2025**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné, notamment l'article 75 et l'article 76 modifié par le décret du 10 avril 1995, complété par le décret du 8 février 1999 et modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 juin 2002 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 mai 1995 instituant les Chambres de recours dans l'enseignement officiel subventionné, modifié par le décret du 8 février 1999 et par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 23 novembre 1998, 8 novembre 2001 et 13 septembre 2012 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 novembre 2023 portant désignation des membres de la Chambre de recours de l'enseignement officiel subventionné du niveau secondaire ordinaire et spécial ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 septembre 2020 portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres membres du personnel du Ministère de la Communauté française, notamment l'article 78, § 1<sup>er</sup>, 17<sup>o</sup> ;

Vu l'acte de subdélégation AD-AGE-0395 du 17 février 2021 pris en faveur de Monsieur Jan MICHIELS, Directeur général adjoint expert ;

Considérant qu'il convient de remplacer les membres démissionnaires,

Arrête:

**Article 1<sup>er</sup>.** – A l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté Communauté française du 8 novembre 2023 portant nomination des membres de la Chambre de recours de l'enseignement officiel subventionné du niveau secondaire ordinaire et spécial :

- Au premier tiret, les mots « Mme Michèle BRAIPSON », « M. Gaëtan DIERICKX », « M. André GRENIER », « M. Marc GOLBERT » et « M. François FARVACQUE » sont respectivement remplacés par les mots « M. Fabian PEDE », « Mme Sophie DEPREZ », « Mme Aurélie MACCABIANI », « M. Patrick RENIERS » et « X. » ;

- Au second tiret, les mots « M. Roland LAHAYE », « M. André BRULL » et « Mme Arlette RORIVE » sont respectivement remplacés par les mots « M. Fabrice PINNA », « M. François DE WOOT DE TRIXHE » et « M. Arnaud LABYT ».

**Article 2.** – Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Par dérogation à l'alinéa précédent, les Chambres de recours déjà convoquées à cette date conservent la composition qui était la leur au moment de la convocation.

Bruxelles, le 12 mars 2025.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Directeur général adjoint expert,

Jan MICHELS